



5 JUILLET 2021

Bpifrance Le Lab présente la 11^e enquête annuelle de conjoncture ETI

Paris, le 5 juillet 2021 – Cette 11^e enquête de conjoncture permet de mesurer les perspectives des entreprises de taille intermédiaire (ETI) en 2021 après une année 2020 marquée par la crise sanitaire :

- Après une nette contraction de leur activité en 2020, les ETI tablent sur une reprise rapide en 2021. 60 % des ETI nationales pensent retrouver d'ici la fin d'année un niveau d'activité égal ou supérieur à celui d'avant crise. Le rebond serait particulièrement rapide et soutenu pour les ETI les plus internationalisées, dans un contexte de reprise économique mondiale, et pour celles de l'Industrie.
- Les conditions financières des ETI sont restées favorables en 2020 et s'améliorent en 2021. Deux tiers d'entre elles déclarent ne rencontrer aucun problème de trésorerie et 29 % font part de difficultés surmontables. Seules 2 % expriment des difficultés de trésorerie insurmontables. Les dispositifs de soutien ont donc joué leur rôle d'amortisseur, à l'image du Prêt Garanti par l'État (PGE), dont 56 % d'entre elles déclarent avoir bénéficié. Le PGE constitue une ressource importante pour enclencher la reprise : 68 % des ETI bénéficiaires n'ont utilisé qu'une minorité du prêt voire ne l'ont pas touché.
- Dans ce contexte, l'investissement des ETI est attendu en forte croissance en 2021. Malgré le contexte de crise, seules 16 % des ETI prévoient de reporter leurs investissements (contre 38 % l'an passé) et quasi aucune ne les annule (1%, contre 5% en 2020). Une partie de ces investissements serait tirée par l'accélération des projets de transformation numérique, stratégie adoptée par près de 60 % des ETI.

Cette 11^e enquête annuelle de conjoncture a été réalisée auprès de 5000 entreprises de taille intermédiaire (ETI) entre fin mars et début mai 2021, soit durant le troisième confinement. Les résultats portent sur un échantillon de 475 entreprises représentatives des entreprises de taille intermédiaire (ETI) françaises ¹.

1. En 2021, les ETI anticipent une nette amélioration de l'activité, plus franche pour les entreprises industrielles et les plus internationalisées.

Après une forte contraction de l'activité en 2020, les dirigeants d'ETI s'attendent à une nette hausse de leur chiffre d'affaires en 2021 : avec 49 % d'ETI anticipant une hausse du CA cette année contre 14 % une baisse, le solde d'opinion² s'inscrit à +35, soit un rebond de 80 points sur un an. Il s'établit néanmoins 9 points en-deçà de celui de 2019. 60 % des ETI envisagent un retour de leur activité à son niveau d'avant crise d'ici la fin d'année, dont 39 % dès l'été. 30 % l'anticipent pour 2022 ou au-delà.

Les ETI de l'Industrie et de la Construction sont les plus optimistes. Elles sont 62 % à anticiper une hausse de leur chiffre d'affaires en 2021 et 11 % un repli, tandis que celles du Commerce et du Tourisme, qui restent pénalisées par

¹ ETI dont la tête de groupe est en France

² Solde d'opinion : différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.



les restrictions sanitaires, ne sont que 41 % à anticiper une hausse (contre 16 % une baisse). Les ETI les plus internationalisées (plus de 25 % de leur CA à l'export) sont également parmi les plus optimistes. Le solde d'opinion relatif à l'activité de ces ETI gagne 122 points (contre 58 points pour les moins internationalisées), avec des perspectives d'exportations en forte hausse, notamment à destination des pays de l'Union Européenne.

Dans ce contexte, les projets d'embauche repartiraient en 2021. 34 % des ETI envisagent une hausse de leurs effectifs en France et près de 13 % une baisse. À +21, le solde d'opinion rejoint ainsi son niveau moyen observé sur la période 2011-2019. Finalement, seuls 14 % des projets d'embauche seraient reportés en 2021 et 4 % annulés, après 35 % et 9 % respectivement en 2020.

2. La trésorerie des ETI s'est montrée résiliente en 2020 et resterait aisée en 2021.

La situation financière des ETI est restée globalement favorable en 2020. En effet, elles étaient 8 % de plus à déclarer avoir eu une situation de trésorerie aisée plutôt que difficile l'an dernier, soit seulement 2 points de moins qu'en 2019. Dans le Commerce et le Tourisme, elles sont toutefois 1 % de plus à déclarer une situation difficile plutôt qu'aisée en 2020.

Certains dispositifs ont joué un rôle clé dans la préservation de la trésorerie des ETI, comme les Prêts Garantis par l'État (PGE). 56 % d'entre elles ont bénéficié du dispositif leur permettant d'obtenir un volant de liquidité qui reste encore largement disponible. Pour 68 % d'entre elles, il n'a été utilisé que pour une minorité du montant obtenu, avec toutefois des disparités sectorielles : la moitié des ETI du Commerce et du Tourisme ont utilisé la majorité ou la totalité des PGE, contre près de 30 % dans l'Industrie et la Construction. Finalement, 55 % des ETI nationales envisagent un remboursement au moins partiel, si ce n'est intégral, de leur PGE, dès cette année.

La situation de trésorerie des ETI devrait par ailleurs rester aisée en 2021 dans un contexte de rebond du chiffre d'affaires : le nombre d'ETI anticipant une hausse de leur trésorerie plutôt qu'une baisse rejoint celui de 2019 et les deux tiers d'entre elles jugent leur trésorerie suffisante pour faire face aux difficultés liées à la crise.

3. Dans ce contexte de situation financière favorable, les ETI envisagent une reprise de leurs projets de croissance interne et externe en 2021.

En 2020, seules 3 % des ETI ont déclaré des difficultés majeures pour financer leur trésorerie ou leurs investissements. En 2021, les conditions de financement de l'activité des ETI demeureraient favorables. En particulier, le manque de fonds propres ou un endettement excessif ne constitueraient un frein important au développement que pour respectivement 11 % et 14 % des ETI, soit une baisse de 3 points chacun par rapport à l'an dernier. De même, le taux d'ETI jugeant la réduction des marges comme frein important à leur développement baisse de 6 points par rapport à 2020, pour s'établir à 40 %.

Ainsi, en 2021, près d'une ETI sur quatre envisage de créer une filiale à l'étranger (+6 points par rapport à l'an dernier), soit un niveau encore légèrement inférieur à celui d'avant crise (-3 points par rapport à 2019), sans doute en lien avec une incertitude persistante sur la situation sanitaire mondiale.

Côté croissance interne, les ETI sont près de 30 % de plus à songer augmenter leurs investissements plutôt que de les diminuer en 2021 (+49 points par rapport à 2020), retrouvant ainsi le niveau de 2019. Cette année, elles sont seulement 16 % à vouloir reporter leurs projets d'investissement et 1 % à souhaiter les annuler, contre respectivement 38 % et 5 % en 2020. Les plus grosses ETI, les plus internationalisées, innovantes et dans le secteur de l'Industrie, sont celles qui connaissent le rebond le plus vif des intentions d'investir en 2021. Pour ces ETI, l'indicateur prévisionnel dépasse même son niveau de 2019.

Une partie de ces projets d'investissement seraient tournés vers la transformation numérique. Environ 60 % des ETI envisagent en effet d'accélérer leur digitalisation et ce, quel que soit le secteur d'activité. La transition écologique est



un motif important d'investissement, particulièrement pour les ETI industrielles (43 % d'entre elles contre 36 % pour l'ensemble des ETI).

« Bien qu'interrogées durant le troisième confinement, les ETI font part d'un grand optimisme quant aux perspectives de reprise de leur activité en 2021. Avec une situation de trésorerie préservée, notamment grâce aux dispositifs de soutien, et des perspectives de demande en hausse, les conditions d'un retour en force des projets de développement, en France et à l'international, semblent réunies. La crise sanitaire a de plus joué un rôle d'accélérateur des transformations déjà à l'œuvre dans les ETI, au premier rang desquelles la digitalisation et la transition écologique. » estime **Philippe Mutricy** Directeur des Etudes de Bpifrance.

Méthodologie - Définition des ETI

La catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises*³, et qui :

- ✓ d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- ✓ d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les *grandes entreprises* (GE).

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : <https://lelab.bpifrance.fr/enquetes/enquete-eti-2021-60-des-eti-nationales-pensent-retrouver-d-ici-la-fin-d-annee-un-niveau-d-activite-egal-ou-superieur-a-celui-d-avant-crise>

Contact presse :

Nathalie Police
Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez-nous sur Twitter : @BpifranceLeLab et @bpifrance – lelab-bpifrance.fr – www.bpifrance.fr

³ Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.